



**DECLARATION PREALABLE  
DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

**DESCRIPTION DE LA DEMANDE**

**Demande déposée le 01/02/2024**

**Complétée le 05/03/2024**

**Par :** Monsieur VIGREUX David

**Représentée par :**

**Demeurant à :** 18 avenue de la Vicomté  
35800 DINARD

**Pour :** Remplacement d'un portail et de la cour  
gravillonnée par un enrobé

**Sur un terrain sis à :** 18 Avenue de la Vicomte  
35800 DINARD

**Référence dossier**

**N° DP 35093 24 A0040**

**Cadastre :**

AD204

**Surfaces de**

**plancher :** /

**Destinations : Edification  
d'une clôture**

Le Maire de la commune de DINARD

- Vu la demande susvisée,
- Vu le code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
- Vu Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17/12/2018 ; modifié le 09/11/2020, mis à jour les 19/04/2019, 27/04/2023 et 07/11/2023 ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 13/07/2000 approuvant le Site Patrimonial Remarquable de Dinard ;
- Vu la délibération du conseil municipal n°20213-181 en date du 17/10/2023 approuvant la révision du Site Patrimonial Remarquable et la création de l'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine ;
- Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 13/03/2024 ;
- Vu l'article U6.1 du règlement du Plan Local d'Urbanisme concernant le stationnement des véhicules motorisés ;
- Vu l'article 3.5 du règlement de l'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine concernant les clôtures neuves et existantes ;
- Vu l'arrêté n°2023-1059 en date du 01/09/2023 portant délégation de fonctions et de signature à M. Pascal Guichard conseiller municipal délégué en cas d'absence ou d'empêchement de Christian Fontaine ;
- Considérant que le projet avec la pose d'un enrobé sur l'intégralité de la cour existante ne respecte pas les dispositions de l'article U6.1 du règlement du PLU pour la perméabilité au l'eau de pluie des emplacements de stationnement des véhicules, mais qu'il peut y être remédié au moyen d'une prescription ;
- Considérant que le projet en remplacement le portail existant par un modèle catalogue ne respecte pas les dispositions de l'article 3.5 du règlement de l'AVAP sur la préservation des clôtures et portails existants, mais qu'il peut y être remédié au moyen d'une prescription ;
- Considérant que ce projet en l'état n'est pas conforme aux règles applicables dans ce site patrimonial remarquable ou porte atteinte à sa conservation ou à sa mise en valeur, mais qu'il peut cependant y être remédié au moyen de prescriptions.

**ARRETE**

**Article 1 :** La présente Déclaration Préalable fait l'objet d'une décision de **NON-OPPOSITION** pour le projet décrit dans la demande.

**Article 2 :** L'exécution des travaux soumis à la demande susvisée est subordonnée au respect des prescriptions ci-après :

- le portail sera en bois peint et reprendra à l'identique le dessin du portail existant (montants et traverse y compris traverse haute en chapeau de gendarme, remplissage en lames bois verticales)
- afin de préserver et maintenir les qualités paysagères du site patrimonial de Dinard, sera exclu la mise en œuvre d'un enrobé noir au profit soit d'un sable compacté chaulé soit d'un pavage de pierres naturelles locales.



DINARD, Le 08/04/2024  
Pour le Maire et par délégation,

Le conseiller municipal délégué,  
Pascal Guichard

- Dossier et Arrêté transmis au préfet le *17/04/2024*
- La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.
- Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt de demande prévu à l'article R 423-6 : 12/02/2024

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

ATTENTION, le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- Dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.



- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers ( notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter. Le permis vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Tout recours administratif ou contentieux doit, sous peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R 600-1 du code de l'urbanisme)

